10 novembre, dans l'Éducation nationale,
l'enseignement supérieur et la recherche,
les personnels et la jeunesse, en grève et dans les manifestations pour gagner

Mobilisation générale

La journée de grève et de manifestations du 5 novembre à l'appel de l'interpro et de nos organisations est une incontestable réussite dans l'Éducation nationale et dans l'Enseignement supérieur et la recherche. Grève majoritaire, cortèges denses, pacifiques et déterminés...après cinq semaines de mobilisation de la jeunesse et des personnels, ce puissant mouvement reprend l'avantage sur le gouvernement qui a été obligé de faire des annonces. Postes, moyens, bâti scolaire, accès à l'enseignement supérieur, ces premières réponses sont jugées, à juste titre, insuffisantes par les organisations de jeunesse, et elles tournent le dos à l'université pour laquelle aucune proposition concrète n'est faite. Elles montrent cependant que les lignes ont bougé grâce à la mobilisation. Des brèches sont ouvertes, il faut désormais les élargir !

Une urgence pour les personnels : les salaires !

Les personnels attendent aussi des réponses, notamment sur leurs salaires et leurs carrières. Le Premier ministre a annoncé la tenue d'une conférence sociale sur les salaires lundi 9 novembre….mais qui semble exclure la Fonction publique. Si cela est confirmé, c'est une nouvelle provocation. L'exclusion de la Fonction publique, et donc de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur et la recherche, de discussions sur les salaires et le pouvoir d'achat, en les renvoyant « ailleurs », confirme le mépris de ce gouvernement pour les agent·es publics après des années de déclassement salarial et social ?

Une réponse autoritaire inacceptable

À l'insuffisance des réponses s'ajoute une répression inacceptable. Nos organisations dénoncent avec force la répression policière qui a frappé les lycéennes et les lycéens y compris parfois contre des personnels des établissements, et qui a encore franchi un cap depuis lundi, la rupture des franchises universitaires et les fermetures administratives abusives de campus, décidées sans cadre réglementaire clair, qui pénalisent les personnels comme les étudiant·es mobilisé·es, et empêchent les rassemblements et les assemblées générales.

Amplifions la mobilisation

Le mouvement social est en position de force, le gouvernement en position de faiblesse et commence à reculer. C'est le moment d'amplifier la mobilisation en continuant à mettre le gouvernement sous pression !

En articulation avec l'intersyndicale interprofessionnelle, nos organisations appellent à des suites rapides. Nous appelons à une journée d'action (manifestations, rassemblements, grèves…) le mardi 10 novembre pour la jeunesse, les personnels de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche. Notre secteur est le fer de lance d'un mouvement historique. Après 10 années de politiques macronistes qui ont malmené et oublié la jeunesse, qui ont méprisé les personnels que nous représentons, qui ont cassé le service public d'Education et l'enseignement supérieur et la recherche, transformons l'espoir né de la mobilisation actuelle en victoires !

Nos organisations exigent notamment :
- le dégel du point d'indice et des mesures catégorielles sans contreparties
- un budget qui permette de financer les 150 000 places qui manquent pour accueillir les bacheliers·ères dans la filière de leur choix
- la levée immédiate des barrages au droit aux études que contiennent Parcoursup et monMaster et et la création de 15 000 postes de titulaires qui permettraient de pouvoir remplir les missions d'enseignement et de recherche dans de meilleures conditions
– la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH,
- les créations d'emplois nécessaires en professeurs, CPE, PsyEN, AED et AESH, assistant·es de service social, infirmières…
– une grille nationale pour la rémunération des AED,
– un plan de titularisation des non-titulaires,
– un plan d'investissement répondant à l'urgence d'adaptation et de rénovation du bâti scolaire et universitaire
– maintien des EPST avec toutes leurs prérogatives, et abandon du démantèlement de l'IRD.
– un financement de la recherche publique pérenne et à hauteur des enjeux.

Nos organisations exigent également l'annulation des suppressions d'emplois prévues au budget 2027 et un budget à la hauteur des besoins en emploi titulaire dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Toutes et tous en grève, dans les manifestations et les rassemblements le mardi 10 novembre. Nos organisations ont déposé des préavis de grève pour les prochaines semaines. Elles se retrouveront le 10 novembre au soir pour discuter des suites, dans le cadre interpro, à donner à la mobilisation pour gagner sur nos revendications.

Le gouvernement doit entendre les revendications de la jeunesse et des personnels : c'est en poursuivant et en amplifiant le rapport de force que nous pourrons gagner et obtenir de véritables avancées !

A Paris, le 6/11/2026